

LA STRATÉGIE RUSSE FACE À L'IMPÉRIALISME ANGLO-SAXON

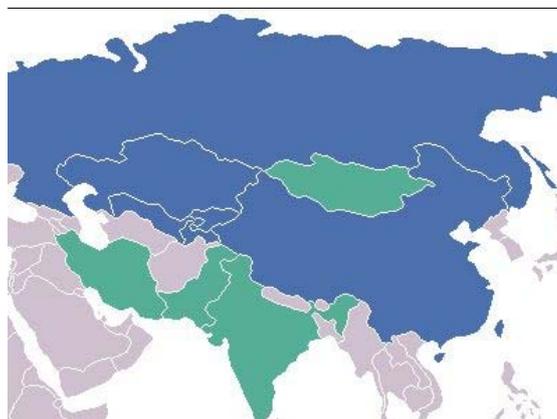
# Le début du basculement du monde

par *Thierry Meyssan*

L'agression des Anglo-Saxons contre la Russie prend la forme d'une guerre financière et économique. Cependant Moscou se prépare aux hostilités armées en développant l'autarcie de son agriculture et en multipliant ses alliances. Pour Thierry Meyssan, après la création du califat au Levant, Washington devrait abattre une nouvelle carte en septembre à Saint-Petersbourg. La capacité de la Russie à préserver sa stabilité intérieure déterminera alors la suite des événements.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 11 AOÛT 2014

ESPAÑOL عربي PORTUGUÊS فارسی ITALIANO TÜRKÇE DEUTSCH РУССКИЙ ΕΛΛΗΝΙΚΑ



**L'Organisation de coopération de Shanghai représentera, à partir de son élargissement probable en septembre 2014, 40 % de la population mondiale**

**L'**offensive menée par les Anglo-Saxons (États-Unis, Royaume-Uni et Israël) pour dominer le monde se poursuit sur deux lignes simultanées : à la fois la création du « Moyen-Orient élargi » (*Greater Middle East*) en

attaquant simultanément l'Irak, la Syrie, le Liban et la Palestine, et la séparation de la Russie de l'Union européenne à travers la crise qu'ils ont organisée en Ukraine.

Dans cette course de vitesse, il semble que Washington veuille imposer le dollar comme monnaie unique sur le marché du gaz, la source d'énergie du XXI<sup>e</sup> siècle, à la manière dont il l'a imposé sur le marché du pétrole [1].

Les médias occidentaux ne couvrent presque pas la guerre du Donbass et leur population ignore l'ampleur des combats, la présence des militaires US, le nombre des victimes civiles, la vague des réfugiés. Les médias occidentaux traitent par contre avec retard les événements au Maghreb et au Levant, mais en les présentant soit comme la résultante d'un prétendu « printemps arabe » (c'est-à-dire, en pratique, d'une prise de pouvoir par les Frères musulmans), soit comme l'effet destructeur d'une civilisation violente en soi. Plus que jamais, il serait nécessaire de venir en aide à des arabes incapables de vivre paisiblement en l'absence de colons occidentaux.

La Russie est aujourd'hui la principale puissance capable de conduire la Résistance à l'impérialisme anglo-saxon. Elle dispose de trois outils : les BRICS, une alliance de rivaux économiques qui savent ne pouvoir grandir qu'avec les autres, l'Organisation de coopération de Shanghai, une alliance stratégique avec la Chine pour stabiliser l'Asie centrale, et enfin l'Organisation du Traité de sécurité collective, une alliance militaire d'anciens États soviétiques.



Les dirigeants des BRICS : Dilma Rousseff (Brésil), Vladimir Poutine (Russie), Narendra Modi (Inde), Xi

**Jinping (Chine) et Jacob Zuma  
(Afrique du Sud)**

Au sommet de Fortaleza (Brésil), qui s'est tenu du 14 au 16 juillet, les BRICS ont franchi le pas en annonçant la création d'un Fonds de réserve monétaire (principalement chinois) et d'une Banque BRICS, comme alternatives au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, donc au système-dollar [2].

Avant même cette annonce, les Anglo-Saxons avaient mis en place leur réponse : la transformation du réseau terroriste Al-Qaïda en un califat afin de préparer des troubles parmi toutes les populations musulmanes de Russie et de Chine [3]. Ils ont poursuivi leur offensive en Syrie et débordé à la fois en Irak et au Liban. Ils ont par contre échoué à expulser une partie des Palestiniens vers l'Égypte et à déstabiliser plus profondément encore la région. Enfin, ils se tiennent à l'écart de l'Iran pour donner au président Hassan Rohani la chance d'affaiblir le courant anti-impérialiste des khomeinistes.

Deux jours après l'annonce des BRICS, les États-Unis ont accusé la Russie d'avoir détruit le vol MH17 de *Malaysia Airlines* au-dessus du Donbass, tuant 298 personnes. Sur cette base, purement arbitraire, ils ont imposé aux Européens d'entrer en guerre économique contre la Russie. Se plaçant comme un tribunal, le Conseil de l'Union européenne, a jugé et condamné la Russie, sans la moindre preuve et sans lui donner l'occasion de se défendre. Il a promulgué des « sanctions » contre son système financier.

Consciente que les dirigeants européens ne travaillent pas pour les intérêts de leurs peuples, mais pour ceux des Anglo-Saxons, la Russie a rongé son frein et s'est interdite jusqu'à présent d'entrer en guerre en Ukraine. Elle soutient en armes et en renseignements les insurgés, et accueille plus de 500 000 réfugiés, mais s'abstient d'envoyer des troupes et d'entrer dans l'engrenage. Il est probable qu'elle n'interviendra pas avant que la grande majorité des Ukrainiens ne se révolte contre le président Petro Porochenko, quitte à n'entrer dans le pays qu'après la chute de la République populaire de Donetsk.

Face à la guerre économique, Moscou a choisi de répondre par

des mesures similaires, mais concernant l'agriculture et non pas les finances. Deux considérations ont guidé ce choix : d'abord, à court terme, les autres BRICS peuvent pallier aux conséquences des prétendues « sanctions » ; d'autre part, à moyen et long terme, la Russie se prépare à la guerre et entend reconstituer complètement son agriculture pour pouvoir vivre en autarcie.

En outre, les Anglo-Saxons ont prévu de paralyser la Russie de l'intérieur. D'abord en activant, via l'Émirat islamique (ÉI), des groupes terroristes au sein de sa population musulmane, puis en organisant une contestation médiatique lors des élections municipales du 14 septembre. Des sommes d'argent considérables ont été apportées à tous les candidats de l'opposition dans la trentaine de grandes villes concernées, tandis qu'au moins 50 000 agitateurs ukrainiens, mêlés aux réfugiés, sont en train de se regrouper à Saint-Petersbourg. La plupart d'entre eux ont la double nationalité russe. Il s'agit à l'évidence de reproduire en province les manifestations qui ont suivi à Moscou les élections de décembre 2011 —la violence en plus— ; et d'engager le pays dans un processus de révolution colorée auquel une partie des fonctionnaires et de la classe dirigeante est favorable.

Pour ce faire, Washington a nommé un nouvel ambassadeur en Russie, John Tefft, qui avait préparé la « révolution des roses » en Géorgie et le coup d'État en Ukraine.

Il importera pour le président Vladimir Poutine de pouvoir faire confiance à son Premier ministre, Dmitry Medvedev, que Washington espérait recruter pour le renverser.

Considérant l'imminence du danger, Moscou serait parvenu à convaincre Pékin d'accepter l'adhésion de l'Inde contre celle de l'Iran (mais aussi celles du Pakistan et de la Mongolie) à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). La décision



Narendra Modi

devrait être rendue publique lors du sommet prévu à Douchambé (Tadjikistan) les 12 et 13 septembre. Elle devrait mettre un terme au conflit qui oppose depuis des siècles l'Inde et la Chine et les engager dans une coopération militaire. Ce retournement, s'il est confirmé, terminerait également la lune de miel entre New Delhi et Washington, qui espérait distancier l'Inde de la Russie en lui donnant accès notamment à des technologies nucléaires. L'adhésion de New Delhi est aussi un pari sur la sincérité de son nouveau Premier ministre, Narendra Modi, alors que pèse sur lui le soupçon d'avoir encouragé des violences anti-musulmanes, en 2002, au Gujarat dont il était le ministre-chef.

En outre, l'adhésion de l'Iran, qui représente une provocation face à Washington, devrait apporter à l'OCS une connaissance précise des mouvements jihadistes et des moyens de les contrer. Là encore, si elle était confirmée, elle réduirait la volonté iranienne de négocier une pause avec le « Grand Satan » qui l'avait conduit à élire cheik Hassan Rohani à la présidence. Ce serait un pari sur l'autorité du Guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei.



Ayatollah Ali Khamenei

De fait ces adhésions marqueraient le début du basculement du monde de l'Occident vers l'Orient [4]. Reste que cette évolution doit être protégée militairement. C'est le rôle de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), constituée autour de la Russie, mais dont la Chine ne fait pas partie. À la différence de l'Otan, cette organisation est une alliance classique, compatible avec la Charte des Nations unies puisque chaque membre conserve le choix d'en sortir s'il le veut. C'est donc en s'appuyant sur cette liberté que Washington a tenté, au cours des derniers mois, d'en acheter certains membres, notamment l'Arménie. Cependant, la situation chaotique en Ukraine semble avoir refroidi ceux qui y rêvaient d'une « protection » états-unienne.

La tension devrait donc s'accroître dans les prochaines semaines.

*Thierry Meyssan*

---

[1] « **Qu'ont en commun les guerres en Ukraine, à Gaza, en Syrie et en Libye ?** », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, *La Jornada (Mexique), Réseau Voltaire*, 7 août 2014.

[2] « **Vers une nouvelle architecture financière** », par Ariel Noyola Rodríguez, *Réseau Voltaire*, 1er juillet 2014. "**Sixth BRICS Summit : Fortaleza Declaration and Action Plan**", *Voltaire Network*, 16 July 2014.

[3] « **Un djihad mondial contre les BRICS ?** », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, *La Jornada (México), Réseau Voltaire*, 18 juillet 2014.

[4] "**Russia and China in the Balance of the Middle East : Syria and other countries**", by Imad Fawzi Shueibi, *Voltaire Network*, 27 January 2012.

---

Source : « Le début du basculement du monde », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 août 2014, [www.voltairenet.org/article185021.html](http://www.voltairenet.org/article185021.html)